



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Les-syndicats-ne-sont-pas-tous-favorables-au-TCE-SNJ-CGT>

Communiqué

« Les syndicats ne sont pas tous favorables au TCE » (SNJ-CGT)

- L'information - Politique - Référendum de 2005 - Interventions et prises de position -



Date de mise en ligne : vendredi 27 mai 2005

Description :

Une réplique à ceux qui, à l'instar du *Monde*, disent le contraire.

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous un communiqué de sections syndicales CGT du Groupe Express-Expansion, et de la section syndicale CGT (majorité) du groupe L'Etudiant (Acrimed)

La Une du Monde daté du 25 mai, « *L'appel des syndicats européens pour le Oui !* », fait croire à un soutien unanime au Traité Constitutionnel (TCE) et à l'isolement des syndicats français. Ce n'est pas le cas. Le « *quotidien de référence* » synthétise ici les procédés de la quasi-totalité de la presse en faveur du Oui.

Plein feu sur une poignée de dirigeants :

Une page entière de 4 articles est consacrée à un faux scoop [1]. Avec pour pièces maîtresses deux interviews de dirigeants syndicaux (3 italiens et 1 allemand) : « *Les syndicats européens s'inquiètent de la poussée du non en France* » ; « *Si le non l'emporte, "Bolkenstein sablera le champagne"* ». Le 4e article nous apprend qu'ils ont signé, en tant que membre de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), une pétition à l'initiative du plus important syndicat français en faveur du TCE. Tous ces dirigeants ont-ils pris le risque de donner la parole à leurs militants ?

« *La majorité des confédérations européennes soutiennent le traité* », le titre du 3e article (de petite taille) a beau relativiser la Une, les minoritaires de la CES (les TUC britanniques, par exemple) ne sont même pas nommés.

Il faut chercher dans le 4e article une citation opportune de Laurent Fabius relevant « *qu'il y a beaucoup de syndicats hostiles ou réservés à l'égard* » du TCE. Seule l'opposition de la CGT et du président de la CGC, à titre personnel, est rappelée (La FSU, Solidaire, plusieurs fédérations de Sud, la Confédération Paysanne... sont oubliés). Isolés ? Ni en France, ni en Europe, mais ils n'ont pas pour autant la parole. Qui organise le « *silence des syndicats français* » annoncé en Une ?

Absence momentanée de « pédagogie » :

- Cherchez l'erreur : les syndicats patronaux sont aussi pour le Oui, comme l'UNICE, le Medef européen, bientôt dirigé par Ernest-Antoine Seillière. Il était moins discret contre la solidarité (35 heures, retraites, assurance maladie, Assedic...). Suggestion pour une enquête : qui a retiré le porte-voix qu'il utilisait pour prôner la rigueur salariale ou le lundi de pentecôte travaillé ? Les médias, Bolkenstein ou Baroso ?

- Pourquoi rappeler 5 jours avant le 29 mai la position favorable de la CES, sans mentionner ses réserves ? Le sociologue Pierre Bourdieu critiquait cet organisme qui privilégie les discussions institutionnelles aux rapports de forces. Le *Monde Diplomatique* note que son dirigeant, John Monks, a entériné les lois anti-syndicales de Tony Blair. Cette fois, on aurait aimé plus de « pédagogie ».

Absence momentanée de « complexité » :

- Les arguments avancés frisent l'indigence, mais ne sont pas nuancés. « *La Constitution est un compromis (avec qui ? à quel prix ?), elle a des insuffisances (lesquelles ?) mais c'est un progrès considérable (pourquoi ?)...* », indique le dirigeant allemand qui avoue s'accorder sur ce point avec le chancelier Schröder. Précision : il applique en Allemagne la même politique que Raffarin.

- Quel crédit apporter à des intervenants qui ne décrivent pas la dynamique politique (la concurrence ultra-libérale) dans laquelle s'inscrit le TCE et ne citent aucun article à l'appui de leur position ? La presse, un bulletin paroissial ?

Ce qui ne mérite ni Une ni pleine page :

- Le dirigeant français se plaint de « *n'avoir trouvé personne pour débattre avec lui* ». Pourtant, mille « Collectifs pour le Non », constitués autour de militants politiques, syndicaux et associatifs, ont organisé des milliers de débats. Ils

représentent théoriquement les trois-quarts des voix de Gauche d'avril 2002. Bien plus que les militants post-21 avril sur lesquels s'étaient extasiée la presse !

- *Le Monde*, et l'ensemble des médias, en fera-t-il autant, avant le 29 mai, pour la pétition des 6.000 syndicalistes français contre le TCE ? Leurs soutiens européens ? Les 15.000 signatures recueillies par les syndicats de journalistes du service public « *contre la censure du non* » ? Et les pétitions, restées lettres mortes, adressées par des associations et des syndicats de journalistes au CSA ?

Le syndicat des journalistes CGT appelle à voter NON

Ses militants ont décortiqué le texte, assistés à plusieurs meetings (pour le Oui, le NON), et appellent à voter contre un TCE contraire aux intérêts des salariés, notamment des journalistes. La Charte des droits fondamentaux, proclamée à Nice, y est certes intégrée, mais sa portée effective est restreinte par de multiples articles sacralisant le libéralisme économique et les marché (art.3 et 4...).

Le SNJ-CGT refuse que le droit au travail, une obligation garantie par la Constitution française, soit réduit au droit de travailler (art.75) dans une Europe qui organise le chômage et la régression sociale : seul le « *marché intérieur* » sera chargé de favoriser « *l'harmonisation des système sociaux* » (art.209).

Nous voulons une Europe solidaire entre l'Ouest, l'Est et avec les pays du Sud !!

Sections syndicales CGT du Groupe Express-Expansion,
Section syndicale CGT (majorité) du groupe L'Etudiant

[1] Lire également [Un faux scoop du Monde au service du « Oui »](#). (note d'Acrimed)